

RENOUVELLEMENT DU REGISTRE DU COMMERCE

Les délais prorogés à la fin juin pour certains opérateurs

Les délais pour le renouvellement de la durée de validité, limitée à deux ans, du registre du commerce pour les revendeurs en l'état et détaillants étrangers ont été prorogés jusqu'à la fin juin 2012.

Pris en décembre dernier et publié au Journal officiel n°67 du 11 décembre 2011, un arrêté du ministre du Commerce proroge les délais, fixés jusque-là à la fin de 2011, à la date du 30 juin 2012.

Selon le ministère du Commerce, la mesure de prorogation a été prise en réponse aux doléances de ces opérateurs. Soit laisser le temps pour les commerçants de s'adapter aux dispositions de l'arrêté ministériel du 13 juin 2011, publié au Journal officiel n°36 du 29 juin 2011.

Cet arrêté fixait, en effet, un délai de six mois pour les opérateurs activant dans l'importation

des matières premières, produits et marchandises destinés à la revente en l'état ainsi qu'aux détaillants étrangers, personnes physiques et morales, pour renouveler leur inscription. En cas de non-conformité, leurs extraits du registre du commerce deviennent caducs, entraînant la radiation desdits opérateurs.

Certes, une évaluation d'avantage exhaustive, notamment par le Centre national du registre du commerce (CNRC), est attendue, au-delà des données statistiques globales diffusées sur le site web de ce centre. Néanmoins, un premier bilan indique, ce faisant, que



Photo : Samir Sid

Laisser le temps pour les commerçants de s'adapter aux dispositions de l'arrêté ministériel.

l'opération s'est déroulée de manière normale, sans difficultés, notamment dans les grandes agglomérations du pays. Néanmoins, les opérateurs étrangers activant dans l'importation

pour la revente en l'état et le commerce de détail ne se sont pas tous conformés.

Plusieurs commerçants étrangers n'ont pu présenter des documents administratifs requis, tel l'extrait de naissance original, relève un opérateur. En outre, plusieurs opérateurs étrangers, engagés ou intéressés par des partenariats, ont exprimé certaines réserves quant à cette obligation. Certains remettent en cause la limitation de la durée de validité du registre à deux ans, appelant à lancer une réflexion sur cette question. Et d'autant que le système commercial pâtit encore de la désorganisation, de l'emprise de l'informel et autres dysfonctionnements.

C. B.

MERCURIALE

Les prix toujours en hausse

Le retour à des conditions climatiques plus clémentes n'a pas pour autant influencé la mercuriale. Les prix des fruits et légumes ne se sont toujours pas adoucis. Le radoucissement des températures de ces trois derniers jours a redonné vie aux étals des marchés en matière d'approvisionnement. Mais c'est loin d'être le cas pour les prix. La ménagère aura visiblement encore du mal à remplir son panier.

Les produits de saison continuent à afficher des prix en hausse. Au marché Ali-Mellah, à la place du 1^{er}-Mai, à Alger, la pomme de terre affichait hier à 70 DA le kilo, la tomate entre 80 et 100 DA, l'oignon à 50 DA, la chou-fleur à 80 DA, les navets et les carottes à 60 DA, la courgette à 140 DA, les fèves et la laitue à 100 DA, les petits pois à 140 DA et le poivron à 200 DA le kilo. Les vendeurs de détail assurent, pourtant, que leur marge bénéficiaire est insignifiante.

«La pomme de terre se vend entre 60 et 66 DA le kilo au marché de gros», confie un vendeur au marché Ali-Mellah qui souligne que le détaillant subit le monopole des vendeurs de gros.

Les fruits et légumes ont subi une hausse de près de 30% depuis le début des intempéries, selon l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) qui prévoit une nouvelle hausse de 50% si les conditions climatiques ne s'améliorent pas d'ici une semaine. «Il y a un manque d'approvisionnement puisque ni les agriculteurs ni les moyens de transport ne peuvent accéder aux fermes à cause de l'impraticabilité des pistes en raison des intempéries», explique M. Boulouar, porte-parole de l'UGCAA.

«La majorité des produits disponibles sur les étals sont des produits sous serre et les seules wilayas qui approvisionnent le pays sont Biskra et El Oued», dit-il pour justifier cette hausse. Il explique également que le manque de chambres froides dissuade les producteurs de produire de grandes quantités.

Du côté du ministère de l'Agriculture, l'on assure que grâce au déstockage de certains produits, l'approvisionnement ne s'est jamais interrompu durant cette période d'intempéries.

«Nous avons déstocké des produits et mis en place des circuits pour approvisionner directement les ménages durant la vague de froid passée», a indiqué le responsable à l'information au ministère de l'Agriculture qui affirme qu'aucun produit ne manquait.

Pour les prix, dit-il, «cette politique répond à d'autres considérations». Avec le nouvel épisode de froid annoncé à partir de demain, les vendeurs trouveront, encore une fois, le prétexte des conditions climatiques pour garder le même cours des prix.

S. A.

GESTION DES ŒUVRES SOCIALES DE L'ÉDUCATION

La Commission nationale officiellement installée le 12 mars

Le processus de gestion des œuvres sociales de l'éducation touche à sa fin. Le 28 février prochain, les membres de la Commission nationale seront élus alors que l'installation officielle est prévue pour le 12 mars.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Hier, les représentants des commissions de wilaya étaient réunies au niveau du ministère de l'Éducation pour une lecture de la circulaire portant gestion des œuvres sociales. Une mesure préconisée par les syndicats par souci d'information. Elle intervenait à la veille du début du dépôt des candidatures pour les travailleurs de l'éducation désireux de faire partie de la commission. Les 150 membres déjà

élus lors des élections de novembre dernier sont appelés à élire les 9 membres de la commission. Chaque palier y sera représenté par 3 membres avant l'élection, le 7 mars prochain, du président de la Commission nationale qui sera au final officiellement installée le 12 mars.

Une installation qui couronnera plusieurs mois de concertation entre les syndicats autonomes et le ministère de l'Éducation. Les représentants des travailleurs n'ayant pas toujours été d'accord sur la manière de gérer les œuvres sociales, il aura fallu plusieurs mois avant qu'un consensus soit enfin trouvé autour de la gestion centralisée. C'est aux travailleurs de l'éducation qu'est revenu le dernier mot lors d'élections inédites.

La mobilisation des travailleurs de l'éducation était grande. Le taux de participation était estimé à 91,41%, soit 495 494 travailleurs parmi les 542 048 inscrits sur la liste électorale du secteur. Les résultats du vote qui s'est déroulé en novembre au niveau de tous les établissements éducatifs révélaient un taux de 61,87% en faveur de la gestion centralisée, soit 298 453 voix des 542 048 inscrites sur la liste électorale du secteur. La gestion locale des œuvres sociales n'avait, quant à elle, remporté que 38,14%, soit 183 965 voix. L'élection mettait ainsi fin à des années d'hégémonie de la part de la Centrale syndicale qui avait le monopole d'une manne parmi les plus importantes.

N. I.

ILS MENACENT DE BOYCOTTER LES LÉGISLATIVES

Marche des propriétaires de fusils de chasse à Bouira

La phrase a été lâchée, hier, même si celle-ci l'a été du bout des lèvres. «Nous n'avons que faire de leurs élections si nos droits continuent à être bafoués», dira le représentant des propriétaires de fusils de chasse, hier dimanche, à l'issue d'une marche organisée à Bouira.

Hier, dimanche, ils étaient, encore une fois, des dizaines à arpenter le principal boulevard menant de la place des Martyrs au siège de la wilaya de Bouira, pour réclamer la restitution de leurs armes.

Tout au long du parcours, ces paisibles citoyens, dont la plupart sont des personnes âgées, arboraient des banderoles sur lesquelles on pouvait lire, entre autres, «Le respect des biens des citoyens est une chose sacrée», «Nos fusils sont un bien sacré, rendez ce bien à leurs proprié-

étaires», «Nous voulons nos droits», ou encore, «20 ans barakat» et «Pas de passe-droits, restituez leurs biens aux Algériens».

Arrivés devant le perron de la wilaya, l'un des représentants de ces protestataires a pris la parole pour appeler les gens au calme, pendant qu'une délégation s'apprêtait à rencontrer le wali.

«Nous avons eu vent que nos fusils de chasse ont été récupérés et sont à Bouira. Espérons que lors de la rencontre d'aujourd'hui avec le wali, nous aurons la bonne

réponse», dira-t-il. Et d'ajouter : «Nous sommes des légalistes et nous croyons en notre Etat. Si nous sommes dans un Etat de droit, auquel nous croyons, nous espérons la restitution de nos fusils.»

Et pour finir, l'orateur osera une certaine menace concernant l'éventualité du boycott des prochaines échéances électorales. «Nous ne demandons que nos droits.

Dans le cas contraire, nous n'avons pas besoin de leur appel au vote», dira-t-il, sous un geste approuvateur des présents.

Après ce mini-discours, la délégation est partie rencontrer le wali mais après plus de quatre heures d'attente, aucun responsable n'a daigné les recevoir.

Cependant, après insistance, l'un des fonctionnaires au niveau du cabinet du wali leur a promis un rendez-vous dans les prochains jours avec le wali.

Pour rappel, à Bouira, ils sont quelque 9 500 citoyens à avoir remis leurs fusils de chasse au début des années 1990, au tout début du terrorisme.

Depuis 2000, et dès le retour progressif de la paix dans le pays, ces paysans ne cessent de réclamer la restitution de leurs armes.

Cependant, et malgré les multiples actions entreprises, à Bouira aucun citoyen n'a récupéré son fusil alors que dans d'autres wilayas, les fusils de chasse ont été depuis longtemps remis à leurs propriétaires.

Y. Y.